

Unité départementale des Bouches du Rhône
16 rue Zattara - CS 70248 - 13331 MARSEILLE cedex 03

MARSEILLE, le 04/09/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/03/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PURFER (Ex LLORENS)

35 Boulevard de la Barasse
13011 LA VALENTINE

Références : D-0547-MRS-2023

Code AIOT (à rappeler pour toute correspondance) : 0006402458

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/03/2023 dans l'établissement PURFER (Ex LLORENS) implanté 35 Boulevard de la Barasse 13011 Marseille. L'inspection a été annoncée le 24/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PURFER (Ex LLORENS)
- 35 Boulevard de la Barasse 13011 Marseille
- Code AIOT : 0006402458
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PURFER exploite un centre de tri, transit, regroupement de métaux, avec apport par le producteur initial, et cisailage ainsi qu'un atelier de démontage / dépollution de véhicules hors d'usage.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- la vérification par sondage de prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 juillet 2016 ;
- la vérification par sondage de prescriptions des arrêtés ministériels du 26 novembre 2012 (rubrique 2712 de la nomenclature des ICPE) et du 6 juin 2018 (rubrique 2713 de la nomenclature des ICPE).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 18/07/2016, article 1.4.4	/	Sans objet
4	Intervention des services de secours	Arrêté Préfectoral du 18/07/2016, article 7.2.3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 18/07/2016, article 1.2.1	/	Sans objet
3	Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 18/07/2016, article 5.1.3	/	Sans objet
5	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 18/07/2016, article 7.3.1	/	Sans objet
6	Plateforme d'activité extérieure	Arrêté Préfectoral du 18/07/2016, article 8.5.1	/	Sans objet
7	Gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-II	/	Sans objet
8	Gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-IV	/	Sans objet
9	Gestion des déchets	Code de l'environnement du 01/04/2021, article R.541-43	/	Sans objet
10	Gestion des VHU	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 42	/	Sans objet
11	Gestion des VHU	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 44	/	Sans objet
12	Gestion des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 18/07/2016, article 4.3.4	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
13	Conditions particulières	Arrêté Préfectoral du 18/07/2016, article 8.2	/	Sans objet
14	Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 18/07/2016, article 8.3.2	/	Sans objet
15	Surveillance des émissions	Arrêté Préfectoral du 18/07/2016, article 9.2.1	/	Sans objet
16	Surveillance des émissions	Arrêté Préfectoral du 18/07/2016, article 9.2.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence 2 écarts pour lesquels une action rapide de l'exploitant (transmission documentaire) permettrait d'y apporter une réponse.

A ce stade, il n'est pas proposé de suites administratives à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2016, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques et Activités du site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Vérification des activités du site
Constats : La visite d'inspection a permis de constater que les activités n'ont pas évolué depuis la précédente inspection. Aucun projet entraînant des évolutions sur le site n'est envisagé. Concernant l'activité VHU, elle est actuellement à l'arrêt. L'exploitant souhaite conserver la rubrique. Les installations sont maintenues en bon état et fonctionnelles pour toute remise en service.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2016, article 1.4.4
Thème(s) : Autre, Actualisation des garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du préfet tous les 5 ans en appliquant la méthode d'actualisation précisée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 au montant de référence pour la période considérée. L'exploitant transmet avec sa proposition la valeur datée du dernier indice public TP01 et la valeur du taux de TVA en vigueur à la date de transmission.
Constats : Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que l'exploitant aurait dû transmettre au plus tard en juillet 2021 la réactualisation du calcul des garanties financières conformément aux dispositions de l'article 1.4.4 de l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2016. Le site n'a pas connu d'évolutions susceptibles d'impacter le montant initial des garanties financières mais celui-ci doit être réactualisé.
Observations : L'exploitant transmet à l'inspection, dans un délai de 1 mois à compter de la réception du présent rapport, la réactualisation du calcul des garanties financières, ainsi que l'attestation de leur constitution.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2016, article 5.1.3
Thème(s) : Autre, Quantités maximales de déchets entreposés sur site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La quantité de déchets entreposés sur site ne dépasse pas les quantités suivantes : <ul style="list-style-type: none">- Batteries : 47 t- Carburants : 4,4 m3- Huiles : 2 m3- VHU non dépollués : 20 véhicules- Ferrailles et métaux : 1 600 tonnes
Constats : La visite d'inspection n'a pas mis en évidence de dépassement des quantités maximales autorisées de déchets présents sur site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Intervention des services de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2016, article 7.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none">- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours, de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévue à l'article 7.1.1,- 4 extincteurs à poudre ABC,- 3 extincteurs CO2,- 2 extincteurs Eau,- 2 extincteurs à poudre ABC 50 kg,- 4 RIA alimentés par une réserve de 38 m3 maintenue pleine en permanence,- 1 poteau incendie de diamètre nominal DN100 ou DN150, situé à moins de 100 m de l'entrée du site et capable de fournir un débit de 60 m3/h minimum pendant 2 heures. Ces équipements sont maintenus en bon état de fonctionnement et font l'objet d'une vérification annuelle (à l'exception du poteau incendie située à l'extérieur de l'établissement). Les rapports de vérification sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant est en mesure de justifier le bon fonctionnement et le débit nominal du poteau incendie à l'extérieur du site. Le niveau de remplissage de la réserve RIA est contrôlé hebdomadairement. Les résultats de ces contrôles sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté que les moyens de lutte contre l'incendie sont vérifiés annuellement. Les extincteurs et RIA ont été contrôlés en septembre 2022. Concernant la réserve d'eau incendie, l'exploitant réalise un relevé hebdomadaire du volume dans la cuve. Les relevés sont intégrés informatiquement à l'agenda. Cette cuve étant alimentée par un forage, l'exploitant réalise également un suivi mensuel du niveau d'eau dans le forage, reporté dans le logiciel AS400. Concernant le poteau incendie, l'exploitant a été informé de son fonctionnement par le BPPM mais n'a pas présenté la vérification du débit par les services de la mairie.
Observations : L'exploitant transmet, sous 15 jours à compter de la réception du présent rapport, le contrôle du débit du poteau incendie extérieur.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2016, article 7.3.1
Thème(s) : Autre, Vérification périodique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur. Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées annuellement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.
Constats : Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que l'exploitant fait réaliser annuellement la vérification de ses installations électriques. Le rapport n°85400180/5.5.1.P de l'organisme BUREAU VERITAS (intervention du 27/09/2022) a mis en évidence 2 écarts au niveau de l'atelier VHU : un dispositif différentiel défectueux et la présence de percements inutilisés en face avant du tableau général VHU. La société EBI est intervenue le 22/02/2023 pour effectuer les réparations.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Plateforme d'activité extérieure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2016, article 8.5.1
Thème(s) : Autre, Dispositions générales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La plateforme d'activité extérieure est recouverte d'une dalle béton étanche. Cette dalle est maintenue en bon état et l'exploitant procède à une vérification visuelle de l'état de la dalle au moins une fois par an. Les conclusions de ces vérifications, ainsi que les réparations effectuées sont consignées dans un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué que la dalle a été rénovée en 2017 et qu'elle devrait à nouveau être reprise en 2025. Depuis la précédente inspection, l'exploitant a mis en place une surveillance annuelle de la dalle, reportée dans le registre de sécurité. La dalle est constatée en bon état.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-II
Thème(s) : Autre, Procédure d'information préalable
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité (s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.</p> <p>a) Informations à fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - source (producteur) et origine géographique du déchet ; - informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ; - données concernant la composition du déchet dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) et son comportement à la lixiviation, le cas échéant ; - apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ; - code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - en cas d'un déchet relevant d'une entrée miroir, éléments justifiant l'absence de caractère dangereux ; - résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ; - au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement ou tri.
<p>Constats : Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que l'exploitant ne dispose pas de contrat client annuel pouvant nécessiter la mise en place d'une information préalable "cadre" à l'admission de certains déchets.</p> <p>Toutefois, l'inspection a vérifié par sondage 2 bons de réception, 1 apport professionnel et 1 apport par un particulier. Les informations demandées par la procédure préalable d'admission (provenance, fournisseur, quantité, code interne qualité déchet...) sont bien présentes. Concernant la correspondance Qualité interne / nomenclature déchets, l'information est disponible sur le logiciel SYSCOM.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-IV
Thème(s) : Autre, Entreposage des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple). L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.). La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.
Constats : Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que la hauteur des déchets n'excède pas 3 mètres (hauteur des alvéoles de stockage).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/04/2021, article R.541-43
Thème(s) : Autre, Registre et traçabilité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I.-Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. Les ménages sont exonérés de l'obligation de tenir un registre. Des arrêtés pris dans les conditions fixées à l'article R. 541-48 peuvent également exonérer de cette obligation les personnes mentionnées au premier alinéa du I pour certaines catégories de déchets, si leur valorisation ou leur élimination, compte tenu des quantités en cause ou des caractéristiques des déchets, ne sont pas susceptibles de porter atteinte à la santé de l'homme ou à l'environnement.
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté que l'exploitant tient un registre des déchets entrants et sortants, disponible à partir d'une extraction depuis le logiciel SYSCOM. Les informations, notamment nature du déchets, provenance, traitement... sont bien renseignées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 42
Thème(s) : Autre, Dépollution, Démontage, Découpage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'aire de dépollution est aérée et ventilée et abritée des intempéries. Seul le personnel habilité par l'exploitant peut réaliser les opérations de dépollution. La dépollution s'effectue avant tout autre traitement.</p> <p>I. L'opération de dépollution comprend toutes les opérations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les huiles moteur, les huiles de transmission, les liquides antigels, les liquides de freins, les additifs à base d'urée ainsi que tout autre fluide sont vidangés ; - les gaz du circuit d'air conditionné et fluides frigorigènes sont récupérés conformément à l'article 36 du présent arrêté ; - le verre est retiré ; - les composants volumineux en matière plastique sont démontés ; - les composants susceptibles d'exploser, comme les réservoirs GPL/GNV, les airbags ou les prétensionneurs sont retirés ou neutralisés ; - les éléments filtrants contenant des fluides, comme les filtres à huiles et les filtres à carburants, sont retirés ; - les pneumatiques sont démontés ; - les pièces contenant des métaux lourds comme les filtres à particules (plomb, mercure, cadmium et chrome) sont retirées telles que les masses d'équilibrage, les convertisseurs catalytiques, des commutateurs au mercure et la/les batterie(s) ; - les pots catalytiques sont retirés. <p>Certaines pièces peuvent contenir des fluides après démontage si leur réutilisation le rend nécessaire.</p> <p>II. Opérations après dépollution :</p> <p>L'aire dédiée aux activités de cisailage et de pressage sont distantes des autres aires d'au moins 4 mètres. Ces opérations ne s'effectuent que sur des véhicules dépollués.</p> <p>Le sol de ces aires est imperméable et muni de rétention.</p>
Constats : Lors de l'inspection, il n'a été constaté aucune activité de démontage et dépollution de VHU. L'activité est actuellement arrêtée depuis le courant de l'année 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Gestion des VHU

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 44
Thème(s) : Autre, Registre et traçabilité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés pour chaque véhicule terrestre hors d'usage reçu les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception du véhicule terrestre hors d'usage ; - le cas échéant, l'immatriculation du véhicule terrestre hors d'usage ; - le nom et l'adresse de la personne expéditrice du véhicule terrestre hors d'usage ; - la date de dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ; - la nature et la quantité des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ; - le nom et l'adresse des installations de traitement des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ; - la date d'expédition du véhicule terrestre hors d'usage dépollué ; - le nom et l'adresse de l'installation de traitement du véhicule terrestre hors d'usage dépollué.
<p>Constats : Lors de la visite, l'inspection a vérifié la présence du registre et de la traçabilité des VHU. L'exploitant utilise également le logiciel SYSCOM pour l'atelier VHU. Les dates d'entrée et de sortie des VHU sont enregistrées. L'opérateur remplit une fiche de dépollution dont les informations (dont les natures et quantités de déchets issus de la dépollution et les installations de traitement réceptionnant ces déchets) sont ensuite reprises dans le logiciel.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Gestion des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2016, article 4.3.4
Thème(s) : Autre, Entretien et conduites des installations de traitement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.</p>
<p>Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté les bordereaux de suivi de déchets dangereux "Trackdéchets" (BSD-20221109-TF46JNJME ; BSD-20221109-MZ4HNJ7YK) justifiant de l'entretien du séparateur à hydrocarbures et des réseaux de collecte des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Conditions particulières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2016, article 8.2
Thème(s) : Autre, Déchets interdits sur site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La réception de tout type de déchet non explicitement listé à l'article 8.1.1 du présent arrêté est interdite.
Constats : Lors de la visite d'inspection, il n'a pas été constaté la présence de déchets interdits. Les DEEE présents sur site relèvent de la rubrique 2710.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2016, article 8.3.2
Thème(s) : Autre, Contrôle de la radioactivité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement est équipé d'un système de détection de la radioactivité qui est mis en oeuvre pour le contrôle systématique des déchets entrant et vise à vérifier l'absence de déchets radioactifs. [...] La vérification du bon fonctionnement du dispositif de détection de la radioactivité est réalisée périodiquement. La périodicité retenue par l'exploitant doit être justifiée, elle a lieu au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier que l'équipement de détection de la radioactivité est en service de façon continue. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement les documents nécessaires à la traçabilité des opérations de vérification et de maintenance réalisées sur le dispositif de détection de la radioactivité.
Constats : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté le rapport de la dernière vérification du portique. Ce contrôle, réalisé le 18/05/2022 par la société MAINTENANCE PROFESSIONNELLE ELECTRIQUE, n'a pas mis en évidence de dysfonctionnements.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Surveillance des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2016, article 9.2.1
Thème(s) : Autre, Autosurveillance des eaux pluviales et de ruissellement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Au point n°2, avant rejet vers le réseau eaux pluviales de la zone, les eaux pluviales et de ruissellement font l'objet d'un contrôle annuel sur l'ensemble des paramètres visés à l'article 4.3.10.
Constats : Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que l'exploitant réalise une surveillance de ses rejets aqueux. Les résultats du prélèvement effectué le 24/11/2022 ne montrent pas de dépassement des valeurs limites d'émission.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Surveillance des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2016, article 9.2.3
Thème(s) : Autre, Autosurveillance des niveaux sonores
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une mesure de bruit et de l'émergence est effectuée 3 ans au maximum après la mise en service de l'installation, puis tous les 3 ans. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23/01/1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.
Constats : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté le dernier rapport de mesures de bruits du 11/06/2022. Les mesures sont conformes. Aucune tonalité marquée n'a été identifiée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet